

être pas pour l'éternité, mais dans un avenir raisonnable.

M. Jean Marchand disaithier soir à une autre assemblée, ce que Thémistocle disait il y a plus de deux mille ans, en Grèce; puisqu'il était assez "grand" pour pouvoir dire aux Athéniens (qui se pensaient les gens les plus brillants et les plus heureux du monde) il leur disait donc que la Grèce n'était pas éternelle.

Et dans ce sens-là, le Canada n'est pas éternel, le Québec non plus n'est pas éternel. Mais on voudrait savoir pour maintenant, pour tout de suite. On ne parle pas d'éternité, mais on parle des prochains dix ou vingt ans, de notre génération, de la vôtre. Il faut quand même avoir un peu de certitude. Et c'est pour ça que je vous dis: le choix que nous avons à faire — et c'est excellent que nous l'ayons à faire — il faudra qu'il soit clair, il faudra qu'il soit relativement prochain, et il faudra qu'il soit final ou définitif.

Et je m'explique. Il faut qu'il soit clair, parce qu'enfin, comme l'adolescent qui ne peut pas toujours se demander s'il veut être pompier ou politicien ou homme d'affaires, à un moment donné, il faut qu'il fasse un choix à peu près clair. On ne peut pas courir toutes les guerres, et on ne peut pas non plus vouloir à la fois un fédéralisme et un séparatisme — j'oserais même dire, mais ce n'est pas mon propos aujourd'hui, je ne suis pas sûr qu'on puisse vouloir l'indépendance et l'association. Il faut qu'on se propose des choix clairs. Ce sera notre rôle à nous qui croyons au Canada, ce sera le rôle de ceux qui croient à un Québec indépendant, de proposer des choix clairs pour que, devenus adultes, encore une fois, les Canadiens aient à choisir. Je vous le dis, depuis cent ans, sauf les immigrants qui ont eu à choisir le Canada, eux, les Canadiens, n'ont pas eu à choisir leur identité. Et c'est pour ça que ce n'est pas étonnant qu'il y ait tellement de livres et de romans qui se publient sur la question de l'identité canadienne ou l'identité québécoise. On ne sait pas exactement comment se définir.

Eh bien, le premier ministre du Québec nous pose la question! Voulez-vous du Canada, oui ou non?

Il faut que notre choix soit également relativement prochain. Je ne dis pas demain, je ne dis même pas l'année

prochaine. Mais — et cela s'applique plus à vous qui êtes dans les affaires qu'à nous qui sommes dans la politique... Quand on place mille dollars ou un million, il faut qu'on connaisse un peu les règles du jeu avec certitude.

L'incertitude qui existe depuis peut-être dix ans dans la province, a eu probablement des effets négatifs sur les investissements, sur le chômage. Et ça existait avant les élections du quinze novembre. Pourquoi? Parce qu'il y avait toujours cette incertitude: où allons-nous?

...Parce que, vous le savez mieux que moi, ce qu'il y a de plus mobile au monde, ce sont les capitaux. Les hommes, les familles, ça se déplace moins facilement, mais ça se déplace. On en a perdu pas mal dans les états de la Nouvelle-Angleterre il y a cent ans. Mais les capitaux, ça part du jour au lendemain, et ça ne vient pas du jour au lendemain. Il suffit d'un point de différence dans le taux d'intérêt ou dans le taux du rendement pour que le capital aille où le rendement est un peu plus grand...

Beaucoup de gens hésitent à faire des investissements... Pourquoi? Parce que les règles du jeu ne sont pas établies... C'est pourquoi je vous dis que le choix doit être relativement prochain. Ce n'est pas à moi de le définir. Je pense que le gouvernement de la Province s'y est engagé...

...Alors, il faut qu'une décision se prenne; pas seulement pour vous, hommes d'affaires, et nous politiciens... mais pour les populations du Québec, pour qui le travail, les investissements, sont des besoins réels; pour qui le chômage c'est un malheur réel. Alors, il faut savoir, au plus tôt, à l'intérieur de quel cadre on va jouer. Il est important que nous sachions où nous allons.

...Je vous disais que le choix devrait être définitif et final. Je ne veux pas dire, que ce soit pour l'éternité. Parlez-moi d'une génération ou deux. Enfin, la France a eu (j'ai perdu le compte maintenant) mais quelque chose comme 17 ou 18 constitutions en moins de 200 ans. Alors, je ne vous dis pas qu'on ne pourra pas en faire une dans deux ans, puis en faire une dans 25 ans. Mais je vous dis qu'on ne peut pas accepter une règle du jeu aux termes duquel on nous offre de

choisir consciemment, de façon réfléchie, puis ensuite, qu'on joue à qui perd gagne. Si je gagne le référendum, bien, j'aurai gagné. Si je le perds, j'en ferai un autre. Cela ne règlera pas les problèmes.

Autrement dit, il faut mettre notre tête en jeu. Il est clair que si le Québec vote pour l'indépendance, moi, je ne resterai pas longtemps en politique fédérale. J'aurai évidemment perdu ma gageure.

La règle du jeu

...Je voudrais seulement...vous faire comprendre que l'enjeu n'est pas de prouver que le fédéralisme pose des problèmes ou des difficultés. La vie en famille en pose des problèmes et des difficultés. Cela ne veut pas dire qu'on abolit la famille. La démocratie, je sais que ça pose des problèmes et des difficultés. La liberté elle-même, pose de drôles de problèmes, à commencer par le péché puis le crime. S'il n'y avait pas de liberté, on n'aurait pas ces ennuis-là, d'avoir des péchés puis des crimes. Mais... quand même, on ne doit pas abolir la liberté. De la même façon, il ne s'agira pas de prouver que le fédéralisme pose des problèmes. Il s'agira, plutôt, de prouver qu'un autre système sera meilleur, qu'il posera moins de difficultés et qu'il répondra aux problèmes que le fédéralisme pose. Selon, moi, c'est la première règle du jeu.

...Si le fédéralisme ne donnait pas ou à peu près pas de résultats...on pourrait dire: "ça ne marche pas". Mais pour le moment, il ne faut pas décompter seulement les désavantages. Il faut compter — les avantages de l'autre système. Et c'est ce genre de questions qu'il faut se poser.

La preuve reste à faire

Autrement dit, le fardeau de la preuve n'est pas à ceux qui veulent défendre l'existence d'un pays qui nous appartient depuis 300 ans, qui a amené les Canadiens de toutes origines à un des niveaux les plus hauts de prospérité au monde, qui a donné à peu près le plus grand degré de liberté politique, sociale et culturelle au monde. Comme M. Marchand me disait encore hier soir: "il n'y en a pas beaucoup de pays qui donnerait la liberté démocratique à un parti dont le but est de détruire ce pays-là".